



Cameroun/Présidentielles 2011 : Le don de soi pour un engagement politique et citoyen

Depuis quelques mois déjà, après avoir échangé avec plusieurs compatriotes sur la nécessité d'un engagement individuel dans le processus de restauration de la Nation camerounaise et de nos institutions, un grand doute m'habite plus que jamais. En effet, certaines expressions sont revenues à chacun de nos échanges soit autour d'un repas, soit alors tout simplement à travers des courriels, nouveau mode de communication qui prend un essor considérable dans les pays du Sud et plus particulièrement au Cameroun.

« Qu'est-ce que je gagne moi ? », « Pas d'action pas d'intérêt », « Est-ce que ça change quelque chose à mon quotidien ? » Ces questions ont tout leur sens ici et prennent une signification particulière quand elles apparaissent comme une nouvelle norme de l'Être camerounais. Il s'agit aujourd'hui de nous demander comment nous construisons notre espace social ici et maintenant – Le Cameroun regorge de nombreuses associations « à but non lucratif », des « comités de développement » à la définition et aux orientations ethniques dans la mesure où celles-ci sont ouvertes en premier aux ressortissants de la localité bien définie ou alors aux membres d'une ethnie et assimilés. Que se passe-t-il donc au sein de ces associations ? Comment s'organisent-elles et répondent-elles toutes aux trois questions qui nous sont posées ici ?

De la réponse à ces trois questions ne devraient cependant pas dépendre notre analyse qui est une invite à un engagement social et citoyen des uns et des autres. Un petit tour des définitions des mots bénévolat, association, parti politique, syndicat, pourrait nous aider à mieux situer le processus dans lequel le Cameroun est entré depuis de longues années et qui aujourd'hui invite à chaque fois aux trois questions ci-dessus mentionnées.

Le bénévolat au sens premier du terme, est une activité de service non rétribuée et choisie volontairement qui s'exerce en général au sein d'une association, d'un syndicat, d'une structure publique, privée et politique. Celui ou celle qui s'adonne au bénévolat est appelé *bénévole*. L'étymologie du mot vient du latin *benevolus* qui signifie « bonne volonté ». Autrement dit, s'engager bénévolement c'est accepter au nom de certaines valeurs acquises tout au long de la vie de consacrer un peu de son temps, de donner de sa personne, de ses compétences et de son énergie au service de l'autre qui n'est pas moi, au service d'une cause que nous avons épousée.

En comptabilité nationale, le bénévolat fait partie des services non marchands. Le bénévolat fait partie des services non marchands. La valeur ajoutée de ceux-ci étant comptabilisée essentiellement à partir des coûts de personnel, lesquels sont par nature insignifiants dans les activités bénévoles, son poids dans le PIB se trouve sous-estimé (à la différence de celui des services non marchands exercés par les collectivités publiques et basés sur le même critère). Une association quant à elle

n'est rien d'autre qu'une union de plusieurs personnes, et, plusieurs débute par deux, qui se mettent ensemble pour quelque intérêt commun ; ces intérêts sont très souvent autres que des bénéfices au sens où on l'entend dans le monde économique et financier.

Un parti politique

Un parti politique quant à lui n'est rien d'autre qu'une organisation institutionnelle d'hommes et de femmes articulant une action locale et nationale. Il convient dans ce sens de le différencier des syndicats, des groupes de pression qui peuvent prendre plusieurs noms ; au Cameroun par exemple on parle de société civile. Un parti politique a pour vocation à gouverner, il s'agit donc de la conquête du pouvoir de façon légale par la vulgarisation d'une idéologie politique auprès des populations de potentiels électeurs ou simples sympathisants quand ils ne sont pas des adhérents ou des membres. L'histoire des partis politiques au Cameroun a l'âge de notre espérance de vie donc assez jeune. Cette jeunesse n'explique cependant pas le manque d'organisation dans le paysage des partis politiques.

Dans un premier temps, les citoyens oublient très souvent qu'un parti politique s'organise toujours autour d'une philosophie ou une idéologie commune. C'est à partir de cette philosophie et de cette idéologie commune que les citoyens vont à la conquête et à l'exercice du pouvoir. À ce titre, un parti politique est donc une organisation au service d'une idée. Les adhérents très souvent ne sont donc pas très souvent des salariés. Ils donnent de leur temps, très souvent de leur argent même si le temps vaut mieux que l'argent dans ce type d'engagement. Deuxièmement, le Cameroun semble avoir volontairement oublié au moment de *réautoriser* le multipartisme, d'insister sur le fait que le suffrage universel, le droit de vote accordé et facilité à tous les citoyens majeurs est le vivier qui permet dans toute démocratie le développement des partis qui animent de ce fait la vie politique et participent même de ce fait au pluralisme, base de toute démocratie. C'est donc volontairement que le gouvernement camerounais a confondu multitude de partis politiques et multipartisme. La conséquence a été la création de plus de 200 partis politiques au Cameroun.

En mettant une pléthore de partis politiques dans la scène politique camerounaise, le régime en place au Cameroun a empêché les partis de jouer leur rôle, celui de participer à l'animation de la vie politique du pays. Dans toute démocratie, les partis politiques sont des intermédiaires entre le peuple et le pouvoir. Les partis politiques ont aussi une fonction de direction dans la mesure où ils ont pour objectif la conquête du pouvoir comme nous l'avons souligné plus haut. Voilà pourquoi en cas d'élection, ils se doivent de mettre en œuvre la politique annoncée.

Le seul parti qui aurait pu résister c'est l'UPC, parce qu'il avait à la base des militants formés et rompus au jeu politique. Malheureusement, les divisions, les ambitions personnelles des uns et des autres au détriment de l'intérêt supérieur de la Nation ont fini par avoir le dessus. L'important n'est pas de citer les noms sinon pour rendre un hommage. Samuel Eboua a monté un parti politique l'UNDP qui avait vocation à devenir un parti national au même titre que l'UPC de Ruben Um Nyobè le Basa'a, de Félix Roland Moumié le Bamoun et de Ernest Ouandjè le Bamiléké, mais hélas ! Au regard de ces quelques pistes, nous est-il permis de nous aventurer sur le chemin glissant de la présentation du militant ?

Qu'est-ce qu'un militant d'un parti dans le Cameroun d'aujourd'hui ?

Pour parler de militant, il nous faut distinguer les militants des adhérents. En effet, les adhérents, et nous l'avons souligné plus haut, sont des personnes affiliées à un parti politique ou à une association politique. Pour ce faire, elles possèdent leur carte du parti après avoir généralement payé une cotisation, souvent d'un faible montant. Le militant quant à lui est un adhérent actif, autrement dit, c'est l'adhérent qui accepte de faire bénévolement un travail de terrain et de participer à la vie du parti.

Au Cameroun, il existe malheureusement un parti-État qui est le parti au pouvoir, tous les fonctionnaires, les agents de l'État, tous les travailleurs y sont militants de gré ou de force. Il faut donc que les autres partis travaillent beaucoup sur le terrain pour espérer conquérir des militants, quelle que soit l'idéologie ou la philosophie politique qu'ils défendent. Cet état de choses a des conséquences non pas sur la vie politique du parti politique au pouvoir, mais sur la démocratie et la participation citoyenne à la vie politique du pays. En effet, le Cameroun connaît une crise institutionnelle et démocratique sans précédent. Le fichier électoral camerounais est l'un des plus pauvres des pays de même taille que nous. En dehors de tous les serviteurs de l'État qui sont contraints d'être des militants du parti au pouvoir, il y a à peine 0,25 % de la population adulte qui adhère aux partis politiques. C'est le régime qui est à pointer du doigt.

La place de l'école dans le développement du sens de l'engagement

Au lieu de parler de l'école, on pourrait élargir notre perception à l'éducation entendue ici comme tout ce long processus d'apprentissage, d'acquisition et de développement des facultés intellectuelles. C'est un processus d'écoute et d'observation, de questionnement avant de devenir l'expression de soi dans la reconnaissance de ce que nous avons reçu et de prise de conscience de ce que nous sommes à présent. Ainsi, l'ensemble de la société dans ses différentes composantes doit assurer l'éducation des enfants et de la jeunesse, l'éducation collective et individuelle devrais-je dire, une auto-éducation par le mécanisme du regard de l'autre qui est éducateur. Éduquer, du latin *educatio, ex-ducere* prend toute sa signification de conduire, de guider, de commander quand il rencontre le genre humain dans une entreprise de façonnage collectif qui ne laisse rien ni personne indifférent. Nous sommes donc une fois de plus dans une fastidieuse tâche de transmission d'un corpus de connaissance et de savoir ; de savoir-être et de valeurs considérées comme faisant partie de notre culture commune. Aujourd'hui, le déficit d'engagement collectif peut résulter du fait que nous sommes *un peuple qui n'a pas souffert collectivement d'où toute la difficulté à nous reconnaître dans l'engagement collectif*.

En choisissant délibérément d'introduire l'éducation dans ce vaste processus d'invite à un engagement citoyen, j'ai tout à fait conscience que l'éducation dans sa compréhension première correspond à la formation globale d'un individu, à divers niveaux et à diverses étapes de sa vie. (Niveaux religieux, moral, technique, scientifique, médical, sportif, etc....). Le risque que nous prenons, bien que délibéré, est nécessaire dans la mesure où il nous fait prendre conscience qu'un « nous » n'est point *suis generis*. Que les expressions « pas d'intérêt, pas d'action », « tu payes combien » alors que l'on parle d'engagement citoyen sont le fruit d'un long

cheminement et d'un long mûrissement qui les a transformés en manière d'être de la plupart des Camerounais.

Que faut-il donc faire ?

En 2008, une jeune universitaire camerounaise, Francine Bitée alors doctorante à l'École de Hautes Études de Sciences sociales à Paris déclarait dans un entretien sur le site camer.be que « le Camerounais n'as plus foi en l'avenir politique de son pays. » Elle partait d'une analyse solide élaborée à partir des recherches faites sur le terrain et publiées dans un ouvrage au titre bien évocateur ; *la transition démocratique au Cameroun de 1990 à 2004*. Dans cet ouvrage, elle nous montre comment nous avons torpillé tout processus de sécularisation du mode politique dans notre pays. Cette analyse judicieuse est aussi une invitation à un autre mode participation à la vie politique du Cameroun. Nous préférons simplement l'engagement politique alors que nous aurions pu volontiers y ajouter le volet économique. Mais l'économie telle qu'elle est comprise dans nos sociétés négro-africaines et au Cameroun en particulier c'est justement le contraire de l'engagement politique.

Pour ce qui est de l'économie, il s'agit d'accumulation des richesses autant, que cela soit possible y compris, marcher sur les cadavres des autres. Il s'agit donc aujourd'hui pour les uns et les autres de prendre conscience dans un vaste mouvement civique et citoyen, au-delà de tous les clivages partisans de la nécessité de l'engagement. Au Cameroun, 78 % des enfants de 4 à 17 ans qui sortent de la maison familiale le matin ont très peu de chance de revenir le soir – ils peuvent être renversés par un véhicule, l'école aux murs incertains peut s'effondrer sur eux, les tout petits peuvent tomber dans un grand trou ouvert et qui leur sert de toilette à l'école. Si ces enfants-là ne sont pas les nôtres, ils sont ceux de nos amis, de nos voisins ils participent avec nous de la commune humanité. Personne ne devrait donc se payer le luxe de n'être un simple spectateur, car comme le disait Martin Luther King, « Ce qui fait peur ce n'est pas l'oppression des méchants, mais l'indifférence des bons ».

Vincent-Sosthène FOUDA ESSOMBA– Socio-politologue Université du Québec à Montréal – Chaire de Recherche du Canada, Chaire du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, Université du Québec à Montréal.

<http://www.generationcameroun2011.com/>